

## Après la conférence sociale : tout reste à construire pour que ça change vraiment

La « feuille de route sociale » tracée par le Premier ministre à l'issue de la conférence de juillet avec les organisations syndicales et patronales ouvre une série de négociations sur des sujets cruciaux, aux termes desquelles des décisions législatives seront adoptées. Mais si le ton a changé, les urgences sociales demeurent avec des réponses inadaptées comme le montre le plan de « soutien » à la filière automobile qui reste dans une logique traditionnelle d'aides sans contrepartie sociale et n'apporte pas de réponse aux menaces qui pèsent sur l'emploi, y compris dans le domaine de la recherche et du développement chez PSA.

Pendant ce temps, le Medef poursuit son offensive sur le « coût » du travail pour justifier les plans sociaux. Allègement des « charges », flexibilité et autres remises en cause du Code du travail continuent à lui servir de boussole.

En vérité, c'est bien la rémunération du capital qui coûte, c'est à dire, les dividendes. Ainsi, 240 milliards d'euros chaque année sont distribués au détriment de dépenses utiles pour une véritable sortie de crise.

L'exigence de mesures concrètes et immédiates pour changer vraiment doit se faire entendre avec plus de force face aux cris d'orfraie du patronat. Une pétition nationale de La CGT FAPT est disponible sur le site (<http://www.cgt-fapt.fr>) afin de permettre la mobilisation des salariés et de préparer une rentrée active.



### Branche Poste

#### Démarrage prometteur à confirmer et amplifier

3 semaines après son lancement, la Consultation nationale CGT-FAPT auprès des cadres trouve un réel écho y compris auprès de non-syndiqués et d'un bon accueil. Le niveau et la qualité des retours l'attestent : la démarche initiée par l'UFC correspond à une attente en termes d'écoute à laquelle l'entreprise ne pouvait pas répondre.

Cet été, il s'agit de poursuivre et de concrétiser toutes les opportunités de contact avant la date butoir du 15 septembre prochain.

Si l'enjeu est bien de nourrir le chantier de négociation à l'encadrement, la priorité est aussi la syndicalisation par l'intermédiaire d'une communication spécifique aux cadres. Le rythme et le volume des retours seront des éléments déterminants dans la construction d'une initiative visible à la rentrée.

#### JP Bailly élu manager de l'année : le prix des larmes ?

Face à l'annonce, et dans une foule de commentaires enthousiastes, que le PDG de La Poste a reçu le prix du manager d'Entreprise 2012, comment ne pas penser au climat pesant qui est la réalité de trop nombreux services ? A l'exemple des plates-formes courrier où l'architecture impersonnelle a chassé la convivialité. Celle qui avait engendré un véritable esprit de corps, forgée dans les luttes, où les initiatives rivalisaient d'imagination pour démontrer aux ministres que, décidément, les postiers n'étaient pas des idiots !

Oui, lorsque des managers « s'autocélébrent », comment ne pas penser à cette matinée où les joues des factrices n'étaient pas rosies par les embruns, mais par de nouvelles larmes coulées devant un énième acte désespéré.

### Branche Télécoms

#### Détruire l'emploi sur un secteur d'avenir, c'est encore plus inacceptable !

« Tout doit être fait pour éviter que des emplois soient détruits ou délocalisés et que les investissements nécessaires tant à l'aménagement des territoires qu'à la compétitivité et la croissance de notre économie soient remis en cause ou retardés » déclare le ministère du redressement productif.

La CGT a donc demandé une rencontre avec le ministre pour présenter ses propositions, alternative à la logique financière qui guide les choix actuels des entreprises du secteur. Le partage des marchés de téléphonie, avec l'arrivée de la 4ème licence ne peut être un prétexte à faire des salariés la variable d'ajustement pour préserver les profits.

Les bonnes intentions affichées par le gouvernement doivent être rapidement suivies de mesures concrètes.

#### Résultats qui appellent au développement industriel et à l'emploi

Le 25 juillet a eu lieu un conseil d'administration de FT sur les comptes du 1er semestre.

Le CA (21,8 milliards d'€) se porte bien. Les bénéfices (1,73 milliards d'€) aussi, malgré une baisse de 10,6%. Les licenciements au prétexte de l'arrivée du 4<sup>ème</sup> opérateur mobile ne sauraient donc être à l'ordre du jour et il est urgent de rediriger les bénéfices vers l'emploi, les salaires, l'investissement productif et le service rendu aux usagers.

Ceci implique d'en finir avec les exigences de la finance d'un rendement à deux chiffres alors que 0,58 € par action va être payé au titre d'acompte sur dividende. Rappelons que FT a ainsi versé près de 30 milliards depuis 2004 tandis que 21 milliards auraient suffi pour construire le réseau en fibre optique de demain.

## Échos

### Riche = Bonne santé ?

La CGT appelle les syndicats de médecins à faire preuve d'intelligence pour sortir de la dérive des dépassements d'honoraires. Pour la CGT, ces dépassements sont une question très sensible dans la population et suscite incompréhensions, perte d'estime et de confiance face au manque d'éthique de certains médecins.

Pour la CGT, il faut changer de mode de rémunération à l'acte pour aller vers des contrats individuels ou de groupe modélisables en fonction des spécialités et du lieu d'exercice. Cela permettrait de gérer à la fois l'installation et une nouvelle hiérarchie dans la rémunération.

Par ailleurs, la CGT demande au ministère de la Santé de mettre de l'ordre dans le secteur libre à l'hôpital.

La santé est un droit fondamental pour tous !

## Rémunération

### Pouvoir d'achat en baisse pour les cadres

Selon une étude du ministère du Travail publiée le 20 juillet, le pouvoir d'achat du salaire de base a reculé en moyenne de 0,1% en 2011.

Globalement, la progression sur un an a été plus importante pour les employés (+2,6%) et les ouvriers (+2,3%) que pour les cadres (+2,1%).

Cela recoupe une enquête du Cegos indiquant que 48% des cadres déclarent que leur pouvoir d'achat s'est dégradé en 2011. A en croire le baromètre de l'Agence pour l'emploi des cadres : 59% d'entre eux estiment que leur pouvoir d'achat va diminuer. La Dares confirme cette tendance, persistante depuis 2009, pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (- 0,2%).

Il est urgent de revendiquer une hausse du salaire fixe comblant l'inflation et reconnaissant qualifications et responsabilités.

### Carrefour condamné après 13 ans de procédure

Le 27 juin dernier, la cour de cassation a conforté le bien-fondé d'une procédure initiée par la CGT Carrefour contre une filiale de ce groupe (Sogara). Procédure visant à annuler un accord d'entreprise de 1985 ayant institué deux grilles de salaires et permis une inégalité de traitement entre salariés occupant le même poste mais dans un établissement différent. Carrefour va devoir rembourser ses 103 salariés : rappels de salaires (de 1999 à 2004), primes de participation, d'intéressement.

Pour la CGT Carrefour, cette décision doit aussi contribuer à infléchir l'attitude à venir du groupe Carrefour en matière de dialogue social en vue de faire respecter les droits des salariés, s'agissant notamment du SMIC.

## International

### Espagne : il y a le feu...

Une énorme marée humaine a envahi jeudi soir, 19 juillet, le centre de Madrid, pour crier « non » au nouveau plan d'austérité visant à économiser 65 milliards d'euros d'ici à la fin 2014.

Au programme : une hausse de la TVA à 21%, une baisse des indemnités chômage, la suppression de la prime de Noël, équivalente à un mois de salaire, pour les fonctionnaires...

Ces mesures d'austérité s'ajoutent à celles prévoyant plus de 27 milliards d'euros d'économies, contenues dans le projet de budget 2012, ainsi qu'à celles portant sur des économies de 10 milliards d'euros dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Les manifestations dans le pays devraient encore s'amplifier à la rentrée.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres

## Échos

### Industrie : le redressement à l'épreuve

Le gouvernement vient d'annoncer, la semaine dernière, le contenu de son plan de soutien à la filière automobile. L'absence de réponse aux enjeux industriels comme aux attentes des salariés, ajoutée à des mesures de même nature que celles mises en place par le gouvernement précédent il y a moins de 3 ans lors des états généraux de l'automobile, démontre le maintien d'une logique de suppressions massives d'emplois et de fermetures de sites.

Le risque de décevoir est clairement assumé. Si l'on songe que chez PSA, les salaires ne représentent que 8 à 9% du prix d'une voiture, les propositions d'une autre répartition des richesses trouvent toute leur justification. Ainsi, réorienter une partie des dividendes distribués chaque année permettrait d'augmenter immédiatement les salaires et donc de relancer la consommation.

## Emploi

### Manifestation chez SANOFI

500 salariés de Sanofi ont manifesté jeudi 12 juillet devant le siège du pôle recherche et développement pharmaceutique du groupe, à Chilly-Mazarin, contre le « *démantèlement de la recherche et développement* ». *Entre 2009 et 2011, 4 000 postes ont été supprimés.* Sanofi a annoncé le 5 juillet une réorganisation dans la recherche, la production de vaccins et les fonctions support. Les syndicats y voient « *un nouveau plan de restructuration* » pouvant toucher 1 200 à 2 500 postes en France.

Entre 400 et 500 salariés du site de Chilly-Mazarin, dont des chercheurs ou des ingénieurs, et une centaine de salariés du site de Vitry-sur-Seine, ont fait grève le jeudi matin, pour participer au rassemblement devant le site de Chilly-Mazarin.

### Mobilisation dans le groupe FT/Orange pour l'emploi à Rennes

Les salariés ont organisé une pique-nique revendicatif le 12 juillet avec leurs syndicats CGT, SUD, CFDT et CFTC. Depuis le début de l'année, des manifestations régulières ont réuni jusqu'à 150 salariés prestataires et internes au groupe, une pétition a également recueilli 1400 signatures, afin de réclamer l'embauche par France Telecom de tous les prestataires qui le souhaitent, l'arrêt des externalisations d'activités et l'amélioration des conditions de travail de tous les salariés.

Ce rassemblement marque encore une fois la détermination de toutes les catégories de salariés pour la défense de l'emploi à France Telecom.

## Égalité

### La loi enfin votée !

Adopté à l'unanimité par le Sénat (12/07) et l'Assemblée nationale (24/07) la loi sur le harcèlement sexuel vient combler un grave vide juridique créé par l'abrogation du texte existant par le Conseil Constitutionnel en mai dernier.

Définissant le « harcèlement sexuel », la loi prévoit des circonstances aggravantes pour des cas sociaux, économiques, physiques ou psychiques. La majorité des harcèlements sexuels se passe sur le lieu du travail ou en milieu scolaire.

De 2005 à 2010, moins de 10% des procédures enregistrées ont abouti à une condamnation : sensibiliser les magistrats, former des policiers en matière de violences faites aux femmes et lutter pour la parité sont incontournables !